

Brochure n° 3280

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

**INDUSTRIE
DE LA FABRICATION DES CEMENTS**

IDCC : 832. – **Ouvriers**

IDCC : 833. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM)**

IDCC : 363. – **Cadres**

ACCORD DU 31 MARS 2008

RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES

DE VACANCES AU 1^{ER} AVRIL 2008

NOR : *ASET0850580M*

IDCC : *833, 832, 363*

Entre :

Le syndicat français de l'industrie cimentière,

D'une part, et

La fédération matériaux-céramique-thermique CGT-FO ;

La fédération construction et bois CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux ont décidé de se réunir afin d'augmenter le point 100 de la profession et la prime de vacances, ainsi que pour définir des compléments de salaires qui, s'ajoutant aux salaires mensuels garantis des 5 premiers coefficients, permettront de ne plus avoir de minima en dessous du SMIC.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant, établi en vertu de l'article L. 132-2 du code du travail, s'applique aux entreprises qui relèvent de la convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments.

Le présent avenant s'appliquera sans préjudice des dispositions légales, et notamment des articles L. 132-12-1, L. 141-10 et L. 141-11 du code du travail.

Article 2

Point 100 de la profession

Les parties conviennent de faire passer le point 100 de 4,215 € à 4,441 € au titre d'un rattrapage exceptionnel, afin de permettre un réajustement des salaires minima en vigueur dans la branche.

Article 3

Revalorisation du point 100 de la profession

La valeur du point 100 de la profession, telle que visée aux articles 3 de la convention collective nationale du personnel ouvrier et du personnel ETDAM du 2 février 1976 et à l'article 6 de l'annexe « Classifications et appointements » de la convention collective nationale des ingénieurs et cadres du 5 juillet 1963, sera portée à 4,552 €, soit une revalorisation de 2,5 % par rapport à la valeur du point 100 de la profession figurant à l'article 2 du présent avenant.

Article 4

Prime de vacances

Le montant de la prime de vacances telle que visée aux articles 10 (convention collective nationale du personnel ouvrier) et 9 (convention collective nationale du personnel ETDAM) est porté à 700 €.

Article 5

Détermination des compléments de salaires

Les parties conviennent de créer au bénéfice des salariés classés aux 5 premiers coefficients (140 à 180) un complément de salaire afin qu'ils n'aient pas des minima en deçà du SMIC.

Le complément de salaire pour le coefficient 140 est de 242,71 €. Ce qui donnera, pour ce coefficient, un total (salaire mensuel garanti + complément de salaire) de 1 285 €.

Le complément de salaire pour le coefficient 150 est de 191,64 €. Ce qui donnera, pour ce coefficient, un total (salaire mensuel garanti + complément de salaire) de 1 295 €.

Le complément de salaire pour le coefficient 160 est de 143,97 €. Ce qui donnera, pour ce coefficient, un total (salaire mensuel garanti + complément de salaire) de 1 305 €.

Le complément de salaire pour le coefficient 170 est de 88,37 €. Ce qui donnera, pour ce coefficient, un total (salaire mensuel garanti + complément de salaire) de 1 315 €.

Le complément de salaire pour le coefficient 180 est de 24,87 €. Ce qui donnera, pour ce coefficient, un total (salaire mensuel garanti + complément de salaire) de 1 325 €.

Article 6

Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes

Les partenaires sociaux s'engagent à ouvrir dans le courant de l'année une négociation sur les mesures tendant à assurer l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et à définir, le cas échéant, les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération pouvant exister entre eux.

Article 7

Révision et dénonciation

Le présent accord a un caractère impératif.

L'avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Il pourra être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs des parties signataires. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

Article 8

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent.

Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les parties signataires.

Conformément aux termes de l'article L. 132-9, alinéa 3, du code du travail, cette adhésion fera l'objet d'un dépôt dans les conditions fixées par l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 9

Notification de l'accord

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant notifie, par lettre recommandée avec avis de réception, le texte à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Article 10

Dépôt, entrée en vigueur et extension

Le présent avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et sera déposé conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail en vue de son extension.

Cet accord est à durée indéterminée. Ses dispositions entreront en vigueur à compter du 1^{er} avril 2008.

Fait à Paris, le 31 mars 2008.

(Suivent les signatures.)

* La grille conventionnelle des rémunérations mensuelles (salaire mensuel de base, salaire mensuel garanti, complément de salaire) du personnel ouvrier et ETDAM, tenant compte des nouvelles valeurs du point 100, de la prime de vacances et des compléments de salaire, est annexée au présent avenant.

ANNEXE

Salaires minima mensuels applicables au 1^{er} avril 2008 dans la branche cimentière

Point 100 : 4,552 €.

Prime de vacances : 700 €.

Heures : 152,25.

(En euros.)

COEFFICIENT hiérarchique	SALAIRE MENSUEL base CCN a/ art. 4 CCN (1)	PRIME 30 % (13 ^e mois) (2)	SALAIRE MENSUEL garanti CCN a/ + b/ art. 4 CCN	COMPLÉMENT de salaire	TOTAL (3)
140	970,26	291,08	1 042,29	242,71	1 285,00
150	1 039,56	311,87	1 103,36	191,64	1 295,00
160	1 108,87	332,66	1 161,03	143,97	1 305,00
170	1 178,17	353,45	1 226,63	88,37	1 315,00
180	1 247,48	374,24	1 300,13	24,87	1 325,00
190	1 316,78	395,03	1 373,60		1 373,60
205	1 420,74	426,22	1 483,20		1 483,20
215	1 490,04	447,01	1 554,35		1 554,35
225	1 559,34	467,80	1 629,80		1 629,80
235	1 628,65	488,59	1 702,05		1 702,05
245	1 697,95	509,39	1 777,85		1 777,85
255	1 767,26	530,18	1 850,45		1 850,45
270	1 871,21	561,36	1 957,72		1 957,72

COEFFICIENT hiérarchique	SALAIRE MENSUEL base CCN a/ art. 4 CCN (1)	PRIME 30 % (13 ^e mois) (2)	SALAIRE MENSUEL garanti CCN a) + b) art. 4 CCN	COMPLÉMENT de salaire	TOTAL (3)
290	2 009,82	602,95	2 104,51		2 104,51
310	2 148,43	644,53	2 256,16		2 256,16
335	2 321,69	696,51	2 437,98		2 437,98
360	2 494,95	748,49	2 635,08		2 635,08
<p>(1) Coefficient hiérarchique x horaire de référence (152,25 h) x valeur du point 100/100.</p> <p>(2) Prime de fin d'année : 30 %.</p> <p>(3) Salaire mensuel garanti CCN au 1^{er} avril 2008 + complément de salaire (uniquement pour les coefficients 140, 150, 160, 170 et 180).</p>					